

Mimeault, Mario, *La pêche à la morue en Nouvelle-France* (Québec, Septentrion, 2017), 441 p.

Alain Laberge

Volume 72, Number 4, Spring 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1065046ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1065046ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laberge, A. (2019). Review of [Mimeault, Mario, *La pêche à la morue en Nouvelle-France* (Québec, Septentrion, 2017), 441 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 72(4), 87–90. <https://doi.org/10.7202/1065046ar>

Mimeault, Mario, *La pêche à la morue en Nouvelle-France* (Québec, Septentrion, 2017), 441 p.

Le titre de ce livre laisse perplexé. Tel quel, il renvoie à une activité économique bien spécifique, mais dans un cadre ambivalent. S'agit-il de la Nouvelle-France comme période? Cette pêche commerciale sera d'abord pratiquée par des Basques et des Français métropolitains avant de l'être également et en parallèle par des coloniaux. S'agit-il plutôt de la Nouvelle-France comme espace ou territoire? Ladite pêche se déploiera sur un vaste front de mer allant de Terre-Neuve à la Gaspésie, en passant par la Côte-Nord, le Cap-Breton et la baie des Chaleurs. L'opacité du titre se résorbe quelque peu dans l'introduction quand l'auteur ramène le terrain d'observation au Canada, défini comme «la vallée laurentienne et les côtes du golfe du Saint-Laurent bordant l'actuelle province de Québec». Pourquoi alors ne pas avoir choisi un intitulé du genre : *La pêche canadienne à la morue en Nouvelle-France?* (à l'exemple de *La pêche française en Amérique du Nord au XVIII<sup>e</sup> siècle* de Jean-François Brière, Fides, 1990). Ou, mieux encore, de manière à éliminer toute ambiguïté territoriale : *La pêche à la morue au Canada sous le Régime français?* J'imagine qu'éditorialement parlant, la Nouvelle-France est meilleure vendeuse...

Dans l'introduction, l'auteur formule de diverses manières les objectifs qu'il entend poursuivre. Entre «retracer les origines de cette activité [...] et la mise en place de ses principaux rouages» (p. 11), ou encore «[s'arrêter] à la participation des habitants de la vallée laurentienne dans la mise en place et le développement de cette occupation» (p. 22), et l'intention «arrêtée» de l'auteur qui consisterait à «démontrer l'existence d'une industrie *canadienne* [italique de l'auteur] de la pêche sous

le Régime français» (p. 22), reposant sur l'hypothèse «qu'il y a eu dans la colonie une industrie de la pêche à la morue bel et bien structurée et menée par des Canadiens, au profit de Canadiens» (p. 22), il y a là une déviation qui laisse tout aussi perplexe que le titre. En effet, l'existence d'une telle «industrie» n'a plus à être démontrée. Elle apparaissait déjà en 1927 dans *l'Essai sur l'Industrie au Canada sous le Régime français* de Joseph-Noël Fauteux. Surtout, la revue de l'historiographie menée par l'auteur et les multiples références qui en découlent (incluant d'ailleurs celles de ses nombreuses publications personnelles à ce sujet) suffisent à convaincre le lecteur que la pêche à la morue au Canada a été l'objet de recherches attentives depuis une trentaine d'années et que le fait de cette réalité économique s'est avéré.

C'est avec ces ambitions que l'auteur convie le lecteur à le suivre sur un parcours qui le mènera successivement et chronologiquement dans les diverses sous-régions du Canada où sera pratiquée la pêche commerciale à la morue entre les années 1660 et 1760. Il s'agit respectivement de Percé, du versant nord de la péninsule gaspésienne, du Labrador, de la baie des Chaleurs puis, en fin de période, de Gaspé. Chacun de ces endroits est exploité par un ou des entrepreneurs canadiens en tout ou en partie. Parmi ceux-ci, mentionnons Pierre Denys de La Ronde et Denis Riverin pour le XVII<sup>e</sup> siècle et les membres de la famille Jolliet, Jean Gatin dit Saint-Jean, Jean Barré, les Lefebvre de Bellefeuille et Pierre Revol pour le XVIII<sup>e</sup>. Pour mener à bon port sa «démonstration», l'auteur met en œuvre une «démarche complexe» (p. 25), ce qu'il appelle une «micro-histoire sociale» (p. 26) qui, en jouant avec les échelles d'observation variables de la biographie individuelle, familiale et d'entreprise et des monographies tant de la «grande» que de la «petite» histoire, lui permet de procéder à la reconstruction historique des rouages de l'industrie de la pêche à la morue canadienne. Le tout est appuyé sur une vaste documentation de première main que l'auteur connaît de longue date, ainsi que sur son expérience concrète de l'utilisation des histoires de vie, des itinéraires personnels et des échanges interpersonnels qu'on peut en tirer.

Au terme de ce périple sur les rives canadiennes du golfe Saint-Laurent, l'auteur est-il parvenu à caractériser efficacement la pêche à la morue qui s'y pratiquait sous le Régime français? Certes, le parcours est pittoresque et il est indéniable que les connaissances de l'auteur sont très vastes, ce qui fait que les spécificités des entreprises évoluant dans les endroits où

il plonge son regard ressortent bien. Cela dit, l'ouvrage présente certains traits qui alourdissent son propos et limitent sa portée.

D'abord, la structure géographique du contenu, consistant à examiner la pêche à la morue d'un site à un autre en succession, a l'inconvénient d'entraîner de nombreuses répétitions sur la plupart des aspects de cette activité économique tels que le rôle de l'État, le financement, la main-d'œuvre, le rendement de la production, son écoulement sur les marchés et la rentabilité, voire sur les circonstances finales des opérations qu'elles soient de nature financière ou militaire. Or, chacun de ces aspects de la pêche à la morue aurait mérité un traitement plus global où les similitudes et les disparités, mais aussi et surtout même, leur évolution dans le temps et selon la géographie auraient permis une vision synthétique des choses plutôt qu'un portrait morcelé en plusieurs tableaux distincts. Les vingt pages de l'épilogue de l'ouvrage, malgré «l'ouverture grand angle» préconisée par l'auteur et sa structure plus thématique, restent trop superficielles à cet égard. Cet inconvénient touche également des questions fondamentales comme les impacts de l'Ordonnance de la Marine de 1681 ou la réalité du peuplement de certains sites d'exploitation, notamment dans des seigneuries gaspésiennes. Maintes fois évoquées tout au long de l'ouvrage, elles sont néanmoins limitées elles aussi à un traitement ponctuel sans discussion approfondie menant à une interprétation d'ensemble.

Ensuite, si l'échelle d'observation de la micro-histoire sociale permet de mettre en valeur des expériences de vie pertinentes, elle peut également conduire à un foisonnement de détails qui ne méritent pas toujours d'être relatés. Pour tout dire, il s'en trouve un peu partout au fil des chapitres, certains menant même à des digressions plus ou moins utiles.

Enfin, il semble bien que la piste de la canadienité de toute l'affaire se soit révélée moins viable que ce que l'auteur avait pressenti au départ. Même une définition souple du Canadien comme celle retenue ici («habiter le pays, même si l'on vient d'ailleurs»), suscite bien des questions. Qu'en est-il du caractère canadien d'entrepreneurs tels Riverin, Mahiet, Barré ou Revol, auxquels on peut ajouter les Morin et les Lefebvre de Bellefeuille qui débordent de plus en plus hors du Canada laurentien? Si, après 1700, les associés de la Compagnie de Mont-Louis sont tous des Français vivant en France, comment peut-on la qualifier d'entreprise canadienne? Même la discussion menée sur les gens qui œuvrent sur les lieux de pêche et qui insiste sur le contraste par rapport à la vallée laurentienne rurale, milite plutôt en faveur de l'émergence d'une identité plus particulièrement régio-

nale (gaspésienne même) que strictement canadienne à proprement parler. En fait, il ne suffit pas de trouver des investisseurs, des intermédiaires et de la main-d'œuvre (voir p. 25) un tant soit peu affiliés au milieu canadien pour identifier une pêche canadienne de la morue. Les choses paraissent bien plus complexes que le binôme du Canada et des autres. Ce qui est certain, c'est que, sur une portion du littoral du golfe du Saint-Laurent se trouvant à relever du Canada, se pratique une pêche commerciale de la morue, un secteur d'activité continuellement soumis aux interactions et aux tensions entre les intérêts de l'État, ceux des armateurs métropolitains et ceux des coloniaux, canadiens certes mais aussi de Plaisance, de l'île Royale et de l'Acadie qui ont tendance à faire de la Gaspésie leur zone d'activité privilégiée.

En somme, cet ouvrage est fascinant par certains de ses aspects, notamment les moyens documentaires mis en œuvre et l'approche micro-sociale qui, en raison de la structure du contenu, rejoint la richesse de l'histoire locale et sous-régionale. Cependant, il ne constitue pas une véritable histoire économique de la pêche à la morue au Canada sous le Régime français.

ALAIN LABERGE

*Département des sciences historiques / CIEQ*

*Université Laval*

Réplique au compte rendu d'Alain Laberge de l'ouvrage *La Pêche à la morue en Nouvelle-France*

**L**e professeur Alain Laberge présente ci-dessus une lecture critique de notre dernier livre, *La pêche à la morue en Nouvelle-France*. Sa démarche, incisive par certains aspects, pointilleuse par d'autres, conduit inéluctablement à une perception réductrice de l'ouvrage. Ses propos portent essentiellement sur la forme plutôt que sur le fond du travail. Ils offrent de la sorte une relecture du sujet qui reflète davantage les préoccupations de l'analyste que celles de l'auteur.

Bien sûr, le professeur Laberge a droit à ses opinions. C'est là une liberté qui mérite le respect. Son analyse n'offre toutefois pas une juste présentation de l'exposé développé dans le livre, de sorte qu'il est impossible de souscrire à sa conclusion. La notice par laquelle l'IHAF explique